



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

20/21 | 2000
Varia

La République confisquée ? 1848 en Essonne. Actes du colloque de Crosne, 21 et 22 novembre 1998, Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne (CRHRE), Agence culturelle et technique de l'Essonne (ACTE 91), Paris, Éditions Créaphis, 1999, 295 p.

Sylvie Aprile



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/220>

DOI : 10.4000/rh19.220

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Sylvie Aprile, « *La République confisquée ? 1848 en Essonne. Actes du colloque de Crosne, 21 et 22 novembre 1998*, Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne (CRHRE), Agence culturelle et technique de l'Essonne (ACTE 91), Paris, Éditions Créaphis, 1999, 295 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 20/21 | 2000, mis en ligne le 04 septembre 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/220> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.220>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

La République confisquée ? 1848 en Essonne. Actes du colloque de Crosne, 21 et 22 novembre 1998, Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne (CRHRE), Agence culturelle et technique de l'Essonne (ACTE 91), Paris, Éditions Créaphis, 1999, 295 p.

Sylvie Aprile

- 1 On saluera tout d'abord le titre même des actes du colloque de Crosne, qui place d'emblée cet ouvrage dans une perspective de réflexion et non de seule commémoration. Serge Bianchi, Muriel Genthon et Sophie di Folco avaient déjà montré le dynamisme du Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne, relayé par l'Agence culturelle de l'Essonne (Acte 91), lors du bicentenaire de la Révolution et plus récemment lors la publication d'un guide de recherches historiques sur l'Essonne au milieu du XIXe siècle. Ils ont réuni ici des historiens professionnels et des amateurs d'histoire afin de poursuivre cet effort de réappropriation du passé dans un cadre local : le département actuel de l'Essonne. Frédéric Chauvaud souligne dans son intervention qu'il s'agit d'une zone encore fort opaque pour l'historiographie qui ne délaisse plus la province mais méconnaît encore trop souvent le pourtour du département de la Seine. Si la Seconde République est au cœur des recherches présentées, les auteurs ont cependant fait écho à la suggestion initiale de Maurice Agulhon qui plaidait pour une vision élargie en amont et en aval. La rupture n'était pas forcément pertinente avec la Monarchie de Juillet notamment dans le cadre scolaire, et

des rythmes plus lents ou plus brutaux scandaient les évolutions sociales et économiques. Peu à peu des interrogations communes sont nées autour d'une question centrale : comment articuler les recherches locales ou l'histoire du local et les enjeux nationaux des contemporains et de la commémoration ? Comment aux portes de la capitale, reçoit-on et s'approprie-t-on ce qui résulte de l'incertain ? D'autres perspectives sont apparues qui n'allaient pas de soi au départ comme la confrontation des expériences de la Première et de la Seconde République. Il est impossible de rendre compte de façon exhaustive de toutes les communications. Dans une première partie intitulée : " les institutions et les cultures ", l'accent est mis sur les pratiques festives, les bâtiments, mairie-école, mairie-justice de paix et le répertoire théâtral des salles de spectacle essonnoises. À travers ces contributions, on saisit les initiatives des nouvelles institutions nationales et leur appropriation par les habitants eux mêmes. La vie culturelle de l'Essonne est largement conditionnée avant 1848 par la proximité de la capitale, la position étirée du département de la Seine et Oise et la réglementation des itinéraires des troupes " ambulantes ", tout concourt à en faire un espace culturellement négligé. Si l'enquête sur la liberté des théâtres de juillet 1848 n'aboutit en 1849 qu'à conforter le monopole accordé aux directeurs privilégiés, la construction d'un nouveau théâtre à Étampes et la concession d'une troupe stationnaire, trois ans plus tard montrent que la situation longtemps négligée est enfin prise en compte grâce à l'action conjuguée du maire et du sous-préfet. L'argument majeur est qu'il faut distraire la population d'une ville moribonde depuis l'arrivée du chemin de fer et subvenir aux besoins des familles de la localité.

Ceci nous conduit au second thème d'études du colloque : " les mutations économiques et sociales ". Si près de Paris, l'Essonne illustre les processus de modernisation de l'agriculture et de l'industrie, la place du chemin de fer et des installations hydrauliques et surtout celle des acteurs de cette modernisation : horticulteurs, ouvriers des chemins de fer, philanthropes, expérimentateurs ou industriels comme Ernest Feray.

Un troisième thème est enfin présenté, intitulé : " vie politique et biographies ", qui retrace des trajectoires individuelles et des identités collectives. Deux remarques s'imposent : les prérogatives de l'État s'étoffent et la continuité semble l'emporter sur l'effet de rupture. Si le républicanisme ne semble guère au rendez-vous, l'Essonne confirme que l'apprentissage de la démocratie est complexe et que la distance avec Paris n'est pas seulement affaire de kilomètres : on y retrouve la tendance au consensus, à la temporisation qui prévaut ici comme dans les campagnes les plus reculées.